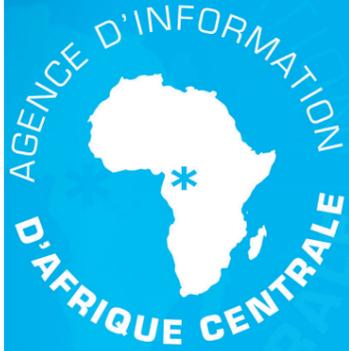
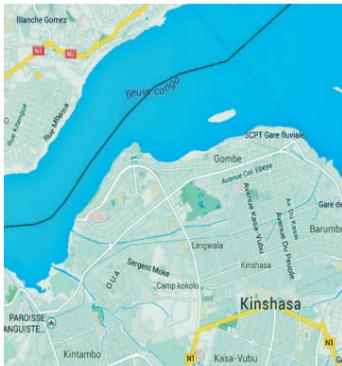


RD-CONGO



LE COURRIER DE KINSHASA

300 FC/200 CFA

www.adiac-congo.com

N° 3638 - VENDREDI 13 DECEMBRE 2019

DÉCENTRALISATION

Bilan mitigé treize ans après

Près de vingt jours après la condamnation du ministre provincial Dolly Makambo, sa formation politique, le Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie (PPRD), affirme, par ses canaux officiels, être prêt à proposer trois noms au gouverneur et chef de l'exécutif de la capitale congolaise, Gentyng Ngobila, en vue de choisir celui qui briguera le poste laissé vacant à la suite de la condamnation de Dolly Makambo.

Au niveau du parti de l'ex-chef de l'Etat, Joseph Kabila, les noms ne filtrent pas encore. Mais des personnalités se bousculent déjà au portillon afin d'être parmi les nominés pour remplacer le ministre provincial évincé.

Page 3

Inauguration des travaux du 2^e Forum national sur la décentralisation en RDC

GOUVERNEMENT PROVINCIAL DE KINSHASA

Le PPRD enclenche le processus de remplacement de Dolly Makambo



Une vue du siège du Gouvernorat provincial de Kinshasa

Près de vingt jours après la condamnation du ministre provincial Dolly Makambo, sa formation politique, le Parti du

peuple pour la reconstruction et la démocratie (PPRD), affirme, par ses canaux officiels, être prêt à proposer trois noms au gouverneur et chef de l'exécutif de la capitale congolaise, Gentyng Ngobila, en vue de choisir celui qui briguera le poste laissé vacant à la suite de la condamnation de Dolly Makambo.

Au niveau du parti de l'ex-chef de l'Etat, Joseph Kabila, les noms ne filtrent pas encore. Mais des personnalités se bousculent déjà au portillon afin d'être parmi les nominés pour remplacer le ministre provincial évincé.

Page 3

DIPLOMATIE

Kinshasa appelé à faire libérer un Congolais détenu au secret à Yaoundé

L'Association congolaise pour l'accès à la justice (Acaj) a écrit, le 10 décembre, au ministre des Affaires étrangères, pour exiger la libération du diplomate congolais enlevé à son domicile par plus d'une dizaine de policiers cagoulés, qu'accompagnait l'attaché financier à

l'ambassade de la RDC à Yaoundé, Célestin Kakule, sur ordre du chargé d'affaires, à en croire son fils André Tanga. « Depuis lors, le diplomate congolais est détenu dans un lieu tenu secret où il ne peut ni recevoir la visite des membres de sa famille, moins



Me Georges Kapiamba encore de ses avocats », a souligné l'Acaj dans son communiqué.

Page 2

VIE ASSOCIATIVE

Félix Kabange Numbi lance les activités du RGJK



Une vue des membres du RGJK

L'initiateur du Rassemblement de la génération Joseph Kabila (RGJK), le député Félix Kabange Numbi, a, dans son discours, passé en revue les différentes actions menées par Joseph Kabila depuis son accession au pouvoir en 2006 jusqu'à la fin de son mandat, en mettant un accent particulier sur la pacification, l'unification et la reconstruction du pays.

Le RGJK, a précisé son initiateur, est un mouvement qui ne se focalisera pas uniquement sur la production des idées et des opinions, mais aussi sur des actions qui donnent vie à ses principes et objectifs. Ce mouvement, a-t-il poursuivi, va œuvrer pour la valorisation des résultats socio-économiques et se distinguer par la recherche d'action.

Page 3

ÉDITORIAL

Dérives

Si il fallait une preuve que l'homme moderne, ou plutôt les Etats modernes, notamment les plus riches, sont incapables de prendre la juste mesure des dangers qu'ils font courir à l'humanité, les deux chiffres suivants sont là pour le démontrer de façon accablante :

° Le premier est celui du volume total de la dette publique qui atteint le chiffre proprement incroyable de 250 000 milliards de dollars. Vous avez bien lu : deux cent cinquante mille milliards de dollars !

° Le second est celui du chiffre d'affaires engrangé cette année par les cent plus gros producteurs d'armement de la planète qui atteint 379 milliards d'euros. Vous avez bien lu : trois cent soixante-dix-neuf milliards d'euros !

Rendus publics ces dernières semaines par des institutions internationales dont personne ne conteste l'objectivité, ces montants confirment que les grandes puissances, qui sont largement responsables de ces dérives, ne se préoccupent que de leur propre intérêt financier ou stratégique. Obsédées par la défense de leur territoire et de leur économie, elles ne prennent pas en considération les problèmes auxquels la communauté mondiale se trouve aujourd'hui confrontée, s'endettent au-delà du raisonnable pour affirmer leur prééminence, se lancent dans une course aux armements qui ne peut que mal finir, ne prennent pas la juste mesure des effets inévitables du dérèglement climatique, ne participent en rien ou presque à l'émergence des pays en développement.

Si rien n'est fait rapidement pour ouvrir les yeux de leurs dirigeants, l'on peut être certain que des crises de grande ampleur se produiront : sur le plan militaire, d'abord, avec des affrontements dont les tensions qui se multiplient au Proche et au Moyen-Orient donnent dès à présent une idée précise ; sur le plan financier, ensuite, avec la faillite d'Etats réputés riches qui s'avèreront incapables de régler leurs dettes intérieures et extérieures, s'enfonçant dans des troubles semblables à ceux qui générèrent dans le passé nombre de révolutions.

Dans ce contexte pour le moins inquiétant, il est clair qu'une réforme de la gouvernance mondiale devient aussi nécessaire qu'urgente.

Le Courrier de Kinshasa

DIPLOMATIE

Kinshasa appelé à faire libérer un Congolais détenu au secret à Yaoundé

Un Congolais en poste à l'ambassade de la République démocratique du Congo dans la capitale camerounaise a été enlevé depuis près d'une semaine et gardé secrètement, selon l'Association congolaise pour l'accès à la justice (Acaj) qui a livré l'information.



Le président de l'Acaj, Me Georges Kapiamba, lors d'une conférence de presse/Adiac

L'Acaj a écrit, le 10 décembre, au ministre des Affaires étrangères, pour exiger la libération du diplomate congolais. L'organisation de défense des droits de l'homme affirme avoir été saisi de ce qui est arrivé au concerné par son fils, André Tanga. Ce dernier aurait indiqué que son père avait été enlevé à son domicile par plus d'une dizaine de policiers cagoulés, qu'accompagnait l'attaché financier à l'ambassade de la République démocratique du

Congo à Yaoundé, Célestin Kakule, sur ordre du chargé d'affaires. « Depuis lors, le diplomate congolais est détenu dans un lieu tenu secret où il ne peut ni recevoir la visite des membres de sa famille, moins encore de ses avocats », a souligné l'Acaj dans son communiqué. Elle dit avoir appelé la ministre chargée des Affaires étrangères à enjoindre les auteurs de ces faits à faire libérer le diplomate et engager une action disciplinaire à leur

encontre, pour violation des dispositions portant code de conduite de l'agent public de l'État. D'après Me Georges Kapiamba, président de l'Acaj, son « organisation travaille déjà pour aider la famille de la victime à déposer sa plainte ici à Kinshasa contre le chargé d'affaires et ses collaborateurs qui ont concouru à la commission de ces faits pénaux extrêmement graves ».

Lucien Dianzenza

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués :
Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Service Société : Rominique Nerplat
Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé,
Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé, Jean Kodila
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mbooussa Gassia

Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service),

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Quentin Loubou (Coordination), Durly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki,
Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikomat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port -

Immeuble Forescom commune de Kinshasa
Gombé/Kinshasa - RDC -
Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa,
Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong,
Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndongidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Administration des ventes : Marina Zodialho, Sylvie Addhas

Commercial Brazzaville : Erhiade Gankama
Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto
Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubélé Ngono

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service prépresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo
Tél. : 06 700 09 00
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

VIE ASSOCIATIVE

Félix Kabange Numbi lance les activités du RGJK

La cérémonie s'est déroulée, le 11 décembre, à l'espace Maisha Park de Kinshasa, en présence des co-fondateurs, des membres et militants de la structure acquise aux idéaux de l'ancien chef de l'Etat, Joseph Kabila Kabange.

L'initiateur du Rassemblement de la génération Joseph Kabila (RGJK), le député Félix Kabange Numbi, a, dans son discours, passé en revue les différentes actions menées par Joseph Kabila depuis son accession au pouvoir en 2006 jusqu'à la fin de son mandat, en mettant un accent particulier sur la pacification, l'unification et la reconstruction du pays. «Lorsqu'il est arrivé au pouvoir, le pays était à feu et à sang. Lorsqu'il quitte le pouvoir, le pays est pacifié», a-t-il laissé entendre, affirmant que sur le plan économique, par exemple, le taux d'inflation est passé de 357,3 % en 2001 à 23% en 2018.

Le RGJK, a précisé son initiateur, est un mouvement qui ne se focalisera pas uniquement sur la production des idées et des opinions, mais aussi sur des actions qui donnent vie à ses principes et objectifs. Ce mou-

vement, a-t-il poursuivi, va œuvrer pour la valorisation des résultats socio-économiques et se distinguer par la recherche d'action. «Nous ne sommes et ne serons pas dans une édification sentimentale et fanatique de l'homme Joseph Kabila Kabange mais l'action qui va nous caractériser va assurer une plus grande proximité avec le Congolais», a-t-il déclaré, ajoutant qu'il s'agit de mettre en avant les principes et les valeurs incarnées par Joseph Kabila Kabange et non l'homme.

«Aujourd'hui, nous avons voulu immortaliser l'homme et son œuvre, car Joseph Kabila est et restera le président qui a permis à la République démocratique du Congo de vivre une élection avec passation pacifique du pouvoir sans effusion de sang», a soutenu Kabange Numbi. A cet effet, il a invité les membres du RGJK d'aller partout



Félix Kabange Numbi, l'initiateur de RGJK

proclamer les grandes réalisations de Joseph Kabila et de rappeler dans quel état il avait trouvé le pays, tous les sacrifices consentis, tous les changements apportés pour améliorer les conditions de vie des Congolais..., sans oublier les valeurs qu'il a incarnées, la lutte pour la paix et l'unité nationale, le patriotisme, le nationalisme, la transformation du pays à travers les cinq chantiers et la révolution de la modernité, la décentralisation, la démocratie.

Non au culte de personnalité de Kabila
Auparavant, Nandy Angalikiana, la co-fondatrice du RGJK, a dans son mot de bienvenue indiqué que le RGJK n'était pas créé pour faire le culte de la personnalité mais plutôt pérenniser les valeurs incarnées par Joseph Kabila Kabange. «N'hésitez donc pas à nous rejoindre car le fait que vous soyez présents en ce lieu suffit pour nous justifier l'amour que vous portez pour Joseph Kabila

proclamer les grandes réalisations de Joseph Kabila et de rappeler dans quel état il avait trouvé le pays, tous les sacrifices consentis, tous les changements apportés pour améliorer les conditions de vie des Congolais..., sans oublier les valeurs qu'il a incarnées, la lutte pour la paix et l'unité nationale, le patriotisme, le nationalisme, la transformation du pays à travers les cinq chantiers et la révolution de la modernité, la décentralisation, la démocratie.

Non au culte de personnalité de Kabila
Auparavant, Nandy Angalikiana, la co-fondatrice du RGJK, a dans son mot de bienvenue indiqué que le RGJK n'était pas créé pour faire le culte de la personnalité mais plutôt pérenniser les valeurs incarnées par Joseph Kabila Kabange. «N'hésitez donc pas à nous rejoindre car le fait que vous soyez présents en ce lieu suffit pour nous justifier l'amour que vous portez pour Joseph Kabila

Kabange et ses valeurs», a dit Nandy Angalikiana. Ce mouvement a choisi pour emblème la carte de la République démocratique du Congo avec les couleurs du drapeau national et comme slogan, Congo un point et un trait pour symboliser le patriotisme incarné par Joseph Kabila. Notons que les députés Geneviève Inagosi et Kokonyangi, tous membres de la plate-forme Front commun pour le Congo, ont assisté à cette cérémonie.

Blandine Lusimana

GOUVERNEMENT PROVINCIAL DE KINSHASA

Le PPRD enclenche le processus de remplacement de Dolly Makambo

L'ex-parti au pouvoir s'apprête à proposer trois noms parmi lesquels le chef de l'exécutif provincial choisira celui qui va être nommé comme ministre chargé de l'Intérieur, sécurité, affaires coutumières et décentralisation, pour combler le poste laissé vacant par la condamnation de son titulaire.

Près de vingt jours après la condamnation du ministre provincial Dolly Makambo, sa formation politique, le Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie (PPRD), affirme, par ses canaux les plus officiels, être prêt à proposer trois noms au gouverneur et chef de l'exécutif de la capitale congolaise, Gentiny Ngobila, en vue de choisir celui qui briguera le poste laissé vacant. Au niveau du parti de l'ex-chef de l'Etat, Joseph Kabila, les noms ne filtrent pas encore. Mais des personnalités se bousculent déjà au portillon afin d'être parmi les nominés pour remplacer le ministre évincé. Les sources proches de ce parti politique insistent, par ailleurs, sur la personnalité et la qualité du membre qui sera choisi pour ce poste, étant donné qu'il aura en charge la sécurité et l'intérieur. Entre-temps, un document daté du 10 décembre attribué au Front commun pour le Congo (FCC) et signé par son coordonnateur national, Néhémie Mwilyanya, donne déjà le nom du remplaçant de Dolly Makambo. Dans cette lettre, en effet, cette plate-forme politique invite le gouverneur Gentiny Ngobila Mbaka à le remplacer par Ruben-Bernard Bole-

li Mpot'iyolo. «...la coordination du Front encourage les actions judiciaires telles que définies par la Cour; et vous invite au remplacement immédiat du cité, par M. Ruben-Bernard Boleli Mpot'iyolo, représentant le quota du Parti du peuple pour la reconstruction et le développement (PPRD), dont le secrétaire permanent me lit en copie », est-il indiqué dans cette correspondance. Déjà, des voix s'élèvent pour indiquer que ce document, qui porte certaines erreurs, notamment sur le nom du parti, serait un faux. Pour ces interventions, le processus de désignation du remplaçant de Dolly Makambo ne serait pas encore arrivé au niveau décrit par cette correspondance attribuée au FCC. La Haute Cour militaire, rappelons-le, avait condamné, le 21 novembre, Dolly Makambo à dix ans de servitude pénale principale dans l'affaire du meurtre de l'administrateur gestionnaire du centre de santé Vijana. Ce ministre provincial avait été reconnu coupable d'incitation des policiers à commettre un acte contraire au devoir et à la discipline.

Lucien Dianzenza

DÉCENTRALISATION

Bilan mitigé treize ans après

Le gouverneur de la province du Lualaba, Richard Muyej, a estimé que le pays doit accorder impérativement une place de choix « à la recherche et la prospection pour réaliser un développement équilibré », aucun succès n'étant possible sans un développement véritablement équilibré des différentes provinces de la République démocratique du Congo (RDC).

Patron de la province la plus riche du pays en se référant bien entendu à l'état actuel des recherches certifiées, Richard Muyej Mangeze a appelé le gouvernement central à initier et à financer la recherche et la prospection pour permettre ainsi de capitaliser les richesses de chaque province. Il a fait cette proposition à l'occasion du deuxième forum national sur la décentralisation en RDC, ouvert le 11 décembre à Kinshasa. L'objectif poursuivi par les participants était d'évaluer le processus de mise en œuvre de la décentralisation, treize ans après. Selon lui, il n'existe pas de provinces pauvres dans le pays, du moins au niveau des richesses potentielles et inexploitées. « Malgré le partage des compétences établi par les textes légaux dans le domaine du développement, la pratique sociale montre que les entités locales sont aux prises avec les velléités du pouvoir central, de l'insuffisance des moyens », a-t-il dénoncé. L'ensemble du pays a besoin aujourd'hui de s'engager dans la voie du développement inclusif et il est indispensable, selon lui, d'atteindre cet objectif en diversifiant les débouchés pour les jeunes. « Notre pays, la RDC, au potentiel immense, est appelé à jouer le rôle de moteur d'émergence du continent, mais pour parvenir à cet objectif, il lui revient d'assurer son propre développement dans tous les domaines »,

a signifié le gouverneur de la province de Lualaba.

En cherchant à lancer, par exemple, les parcs agricoles, le Lualaba qui détient plus de 75 % des gisements de cobalt et de cuivre de l'ex-Katanga tenait à juguler un phénomène bien inquiétant. Il s'agissait de réduire le flux migratoire vers les centres miniers essentiellement, avec le risque de constituer un véritable fléau dans un avenir proche pour la province. L'exploitation artisanale occupe près de cent cinquante mille creuseurs, dont une bonne partie vient des provinces voisines. Cette situation contribue à créer l'insécurité dans les principaux sites miniers, a-t-il fait savoir. Pour Richard Muyej, il revient forcément aux autorités provinciales de donner un coup d'accélérateur au développement de leurs provinces respectives. Toutefois, cela ne devrait se faire que par une collaboration franche entre le pouvoir central, les provinces et les entités décentralisées. « Pour que la décentralisation soit effective, il est important de considérer le rapport entre différents niveaux du pouvoir central, provincial et local, soit de type partenarial. La collaboration entre ces trois niveaux doit être teintée d'un esprit de respect mutuel et de complémentarité », a-t-il conclu.

Laurent Essolomwa

AFRIQUE CENTRALE

Le Gabon abrite la neuvième session extraordinaire de la CEEAC

Sur convocation du président en exercice de la communauté sous-régionale, Ali Bongo Ondimba, la réunion aura lieu le 18 décembre, à Libreville.

La neuvième session extraordinaire de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC) sera consacrée essentiellement à la réforme institutionnelle de l'organisation. Les chefs d'Etat examineront et valideront le rapport des travaux des ministres et les cinq textes fondamentaux relatifs à la réforme institutionnelle de la CEEAC sur lesquels ont travaillé les experts des onze Etats membres, et qui ont été adoptés par les ministres au cours de la réunion du Comité de pilotage.

Il s'agit du projet de Protocole du traité instituant la commission de la CEEAC ; du projet du Conseil de paix et sécurité de l'Afrique centrale; du projet de règlement financier; du projet de cadre organique ; et du projet du statut du personnel révisé de

la communauté.

La réforme institutionnelle de la CEEAC a été ordonnée par les chefs d'Etat et de gouvernement des pays membres, réunis en mai 2015 à N'Djamena, au Tchad. La conférence avait approuvé la proposition faite par le secrétariat général « d'initier une réforme profonde de la CEEAC ». Les chefs d'Etat avaient décidé alors de confier le pilotage de cet important dossier à leur pair, le président Ali Bongo Ondimba.

Le but poursuivi par la réforme est d'améliorer l'efficacité et l'efficience de l'organisation afin de réaliser un saut qualitatif majeur dans sa gouvernance pour en faire une communauté économique régionale viable et forte, dotée d'un exécutif à l'architecture rénovée. La réforme vise aussi à contribuer à accélérer le proces-

sus de la rationalisation des communautés économiques régionales en Afrique centrale, notamment la CEEAC, la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale et la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs, en lien avec la volonté des chefs d'Etat et de gouvernement de la CEEAC matérialisée par le lancement du processus de rationalisation.

Pour les initiateurs de cette réforme, il s'agit de mettre, dans un cadre juridique et institutionnel unique et harmonisé, toutes les composantes du processus de l'intégration régionale au sein de la CEEAC, à savoir l'intégration économique et commerciale, politique ; stabilité sociale ; paix et sécurité. Le sommet sera précédé d'un Conseil des ministres des Etats membres les 16 et 17 décembre.

Yvette Reine Nzaba

PRÉSIDENTIELLE EN ALGÉRIE

Faible taux de participation dans tout le pays

Le mouvement de contestation contre le pouvoir algérien « Hirak », n'a pas faibli le 12 décembre, jour du vote. Le matin, le taux de participation atteignait 7,92 %, selon l'Autorité nationale indépendante de l'élection. Le boycott du scrutin s'est observé partout.

Après plusieurs mois d'une contestation populaire ayant emporté le président Abdelaziz Bouteflika, les Algériens ont voté jeudi lors d'un scrutin sous tension marqué par des troubles en Kabylie.

Selon la présidence de l'Autorité nationale indépendante des élections, 90 % des quelque 61 000 bureaux de vote ont été ouverts à travers le pays, et près de 6 % ont été la cible de perturbations. « Globalement, le taux de participation est respectable », s'est félicité l'Autorité nationale, sans donner de chiffre.

Toutefois, dans la région frondeuse de Kabylie (nord), au moins deux centres de vote ont été fermés, dont l'un saqué. Et un troisième y était toujours assiégé par des opposants au scrutin présidentiel, selon des témoins et des sources sécuritaires. A Tizi Ouzou, autre grande ville de cette région berbérophone, toutes les opérations de vote ont été interrompues. Les opposants au scrutin perçu par la contestation qui agite l'Algérie depuis février comme une manoeuvre du régime pour se régénérer,

ont saccagé des urnes et détruit une partie des listes électorales et des bulletins. Des images publiées sur les réseaux sociaux ont montré de nombreux jeunes déchirant des listes électorales dans une cour d'école jonchée de bulletins de vote. le mouvement a dénoncé une « mascarade électorale », exigeant la fin du système au pouvoir depuis l'indépendance en 1962 et le départ de tous ceux qui ont soutenu le régime d'Abdelaziz Bouteflika.

Les cinq candidats à la présidentielle sont tous considérés par la contestation comme des enfants de ce système et accusés « de lui servir de caution ». Vendredi, la dernière manifestation hebdomadaire avant l'élection avait rassemblé une foule monstre, montrant l'étendue du rejet. Les bureaux de vote des consulats algériens de l'étranger, où le scrutin a commencé cinq jours avant, ont donné une indication : des bureaux quasi vides, devant lesquels des manifestants conspuaient les rares citoyens venus voter.

Yvette Reine Nzaba

Les salariés de BGFIBank Congo font un don d'appareils électroménagers à l'école Saint Théophile de Kintélé

Les salariés de BGFIBank Congo ont célébré, le 7 décembre 2019 à Brazzaville, la 5e édition de son programme BGFIDAY. A l'occasion, le leader de la banque au Congo a offert, dans le cadre de sa responsabilité sociétale, un don de matériel électroménager à l'école maternelle catholique Saint Théophile de Kintélé. Un établissement que la banque a construit sous fonds propres trois ans auparavant.

Instauré en 2014, le BGFIDay est l'un des symboles de l'engagement sociétal du Groupe BGFIBank. C'est un véritable rendez-vous annuel qui permet aux collaborateurs de chaque filiale dans l'ensemble de ses pays d'implantation de s'engager pour des causes d'intérêt général et d'agir pour le bien-être de la société et des communautés fragilisées.

Pour cette 5e édition, BGFIBank Congo a porté son choix sur l'école maternelle catholique Saint Théophile, située près du complexe sportif la concorde, dans la commune de Kintélé. C'est un centre préscolaire moderne que la banque avait entièrement construit en 2016 sous fonds propres pour palier à l'insuffisance d'écoles de proximité, notamment d'écoles maternelles, sur le lieu de relogement de certaines familles sinistrées à la suite des explo-

sions de Mpila du 04 mars 2012. L'école a été remise en don à l'Eglise Catholique qui assure sa gestion. Trois bâtiments sont construits dans cet établissement et abritent des salles de classe, des réfectoires modernes, une cuisine, des salles de repos et de réunion, un bloc sanitaire et administratif entièrement équipés. L'école Saint Théophile est aussi dotée d'un groupe électrogène de grande capacité, d'un forage, d'une bache à eau et d'un air de jeux pour les enfants, lui aussi bien équipé.

Ainsi, pour lui permettre un meilleur fonctionnement, BGFIBank Congo a doté cet établissement d'un poste téléviseur écran plasma, pour la diffusion des jeux d'enfants, d'une gazinière complète pour préparer les repas des élèves, d'un réfrigérateur et d'un congélateur pour conditionner et



rafraichir la nourriture, mais aussi d'une tondeuse destinée à entretenir le jardin de l'école.

Dans son mot de circonstance, le directeur général adjoint de BGFIBank Congo Yvon Serge FOUNGUI a souligné que la banque dont ils ont la charge de gérer, entend élargir cette politique de construction ou de réhabilitation des écoles, afin de soutenir les actions du gouvernement dans ce secteur. « C'est la première école que nous

avons construite à ce jour au Congo. L'école étant le berceau de l'humanité, nous comptons financer son extension à d'autres cycles, en commençant par le primaire, afin d'accompagner le gouvernement dans son Programme national de développement 2018-2022 (PND), dont l'axe stratégique repose sur la formation du capital humain ».

Le don offert a été bien apprécié d'une part par l'abbé Prosper Massengo qui a représenté l'archidiocèse de Brazzaville à cette cérémonie, et d'autre part, par la directrice de l'école, la sœur Gisèle SAMBA. Emue par ce geste de générosité elle a, au nom des élèves, témoigné sa gratitude à l'endroit de BGFIBank Congo.

« Nous vous exprimons notre sincère reconnaissance pour ce bijou, ce précieux don qui est le fruit de l'amour que la BGFIBank manifeste pour l'intérêt de l'avenir de nos enfants. Nous en sommes fiers et très reconnaissants »

Il faut rappeler que BGFIBank est créée

en 1971 au Gabon où elle a évolué sous la marque Banque de Paris et des Pays-Bas. Elle est présente au Congo depuis le 4 avril 2000 où elle connaît une évolution fulgurante.

Depuis 2012, BGFIBank Congo s'est engagée dans un vaste programme d'extension et de modernisation de son réseau qui compte à ce jour quatorze agences à travers le pays.

La banque s'est engagée dans un vaste projet d'installation de guichets automatiques de billets (Gab) hors agences, en vue de se rapprocher davantage de sa clientèle.

Actuellement, BGFIBank Congo dispose de treize Gab hors agences sur tout le territoire national. Elle offre ses services à une clientèle de particuliers et d'entreprises à travers plusieurs produits dont le crédit, l'épargne-placement, la Banque à distance (BGFIOline, BGFIMobile SMSAlert), les Cartes bancaires internationales (VISA), le transfert d'argent, les Packages et la banque assurance.



MALI

Le dialogue national inclusif s'ouvre samedi à Bamako

La rencontre rassemblera autour d'une table la société civile et une classe politique divisée pour chercher une réponse à la guerre imposée au pays et à ses dirigeants par les groupes armés rebelles.

Prévu du 14 au 22 décembre, le « dialogue national inclusif » doit permettre à la classe politique malienne de resserrer ses liens afin de dégager une démarche commune allant de pair avec la réponse militaire pour contrer la crise qui sévit dans le pays sur les plans sécuritaire, humanitaire, étatique, économique, voire climatique.

Selon certains analystes, ce dialogue va s'ouvrir dans un climat de pessimisme en raison de l'évolution de la situation au Mali et au Sahel. A cela s'ajoute le fait que les principaux opposants du président malien ont déjà annoncé qu'ils n'y participeront pas. C'est le cas de Soumailé Cissé, arrivé deuxième à la présidentielle de 2018, qui a décliné l'invitation, ainsi que les anciens Premiers ministres Modibo Sidibe et Cheick Modibo Diarra, anciens candidats à la présidentielle.

Pour Soumailé Cissé, le dialogue annoncé n'est autre qu'« une manœuvre d'IBK (le surnom d'Ibrahim Boubacar Keïta) pour garder les rênes du pays alors qu'il n'y arrive plus ». Cependant, dans une adresse à la nation, le président de la République a déclaré : « Ce grand moment (...) n'appartient pas à Ibrahim Boubacar Keïta, lequel passera, mais au peuple du Mali et à son avenir », promettant que le rendez-vous sera fécond et fondateur. « Toutes les préoccupations peuvent et doivent y être exprimées sans tabou, toutes les forces, toutes nos forces, sont convoquées et invitées », a-t-il ajouté.

Du côté des groupes armés signataires de l'accord de paix d'Alger en 2015, leurs responsables laissent planer le doute quant à la participation au dialogue. Dans un communiqué conjoint début décembre, les deux principaux rassemblements de groupes armés, la Plate-forme et la Coordination des mouvements de l'Azawad, indiquaient déjà « ne pas émettre d'objections » à participer à la rencontre, à condition que l'accord ne soit pas rediscuté.

A travers le territoire malien, le discours du président sur la réussite certaine du dialogue semble n'avoir pas convaincu. « Même si toute la classe politique avait participé, il y a cette idée que ce dialogue inclusif est une conférence nationale d'entente bis », pense Brema Ely Dicko, professeur de sociologie à Bamako.

Organisée en 2017, en amont des élections de 2018, cette conférence nationale d'entente avait rassemblé l'opposition et la majorité présidentielle. A l'issue des travaux, il avait été recommandé de dialoguer avec les chefs djihadistes Amadou Koufa et Iyad Ag Ghali, mais cette option a été rejetée par Bamako et son allié français.

Nestor N'Gampoula

SAHEL

Paris reporte le sommet de Pau avec les dirigeants de la région

Le président français, Emmanuel Macron, en accord avec son homologue nigérien, Mahamadou Issoufou, a décidé d'ajourner à début 2020 la rencontre avec les chefs d'Etat des cinq pays de la zone, initialement prévue en France le 16 décembre, a-t-on appris.

C'est en raison de l'attaque d'une garnison du Niger, qui s'est soldée par la mort d'au moins soixante et onze personnes - bilan le plus lourd subi par l'armée nigérienne depuis le début des attaques djihadistes dans le pays, en 2015 - que les deux chefs d'Etat ont pris la décision.

Emmanuel Macron et le président nigérien ont convenu « de proposer à leurs homologues de reporter au début de l'année 2020 la tenue, en France, du sommet consacré à l'opération Barkhane et à la force conjointe du G5 Sahel », a indiqué la présidence française, ajoutant que le chef de l'Etat français a exprimé « son soutien et sa solidarité » à son homologue nigérien suite à l'attaque de la garnison à Inates.

Pour l'heure et selon l'Elysée, toutes les options sont sur la table, y compris un retrait des quatre mille cinq cents hommes des troupes françaises de la force Barkhane, qui depuis quatre ans luttent contre les groupes djihadistes au Sahel. Paris a, par ailleurs, demandé à ses partenaires européens d'accroître leur soutien à la force conjointe. A ce sujet, une opération baptisée « Tacouba », réunissant des forces spéciales de plusieurs pays européens, est en train d'être mise sur pied par la France. Ce qui devra permettre aussi d'apporter des renforts à l'armée malienne, en difficulté face à la poussée des attaques djihadistes.

Le 4 décembre, à l'issue d'un

sommet de l'Otan à Londres, en Grande Bretagne, le président français avait annoncé qu'il avait convié les présidents du Mali, du Burkina Faso, du Niger, du Tchad et de la Mauritanie à un sommet, le 16 décembre à Pau (sud-ouest de la France), pour qu'ils « clarifient » leur position sur la présence militaire française au Sahel, de plus en plus contestée par leurs opinions publiques.

« Je ne veux avoir des soldats français au Sahel alors que l'ambiguïté perdure »

« Nous devons à très court terme reclarifier le cadre et les conditions politiques de notre intervention au Sahel avec les cinq Etats membres du G5 Sahel » (Mali, Burkina Faso, Niger, Tchad, Mauritanie), déclarait Emmanuel Macron, ajoutant : « Je ne peux ni ne veux avoir des soldats français au Sahel alors que l'ambiguïté perdure à l'égard des mouvements anti-français ».

Le président français semblait parler du maintien ou non de la force française au Sahel, quelques jours après la mort de treize soldats de l'opération Barkhane au Mali, dans une collision d'hélicoptères. C'est certainement après avoir remarqué que la présence de troupes étrangères au Sahel, notamment celles de la force française, pour combattre les djihadistes, fait face à un rejet grandissant chez les habitants du Burkina Faso, du Mali et du Niger,

qu'il avait décidé d'en discuter avec les dirigeants de la région. « Ils nous doivent la clarté et le fait qu'ils nous demandent d'être là et qu'ils l'assument. Il faut que ce soit très clair et assumé par tout le monde, et pour le moment ce n'est pas suffisamment le cas », insistait Emmanuel Macron d'un ton ferme. « J'ai besoin de ces clarifications pour continuer de maintenir la présence française (...). Il faut qu'ils l'affirment politiquement dans leur pays devant leur opinion publique. C'est une condition nécessaire. J'en tirerai les conséquences si ces conditions ne sont pas remplies », martelait-il.

Soulignant que « la France n'est pas là avec des visées néocoloniales, impérialistes ou avec des finalités économiques », le chef de l'Etat français affirmait : « On est là pour la sécurité collective de la région et la nôtre ». Avec de tels propos, certains analystes estiment que la question du maintien de Barkhane va sûrement se poser.

Notons que malgré la présence des forces françaises (Barkhane, quatre mille cinq cents soldats), régionales (force conjointe du G5 Sahel comprenant le Mali, le Burkina Faso, le Niger, la Mauritanie et le Tchad) ou de l'ONU (Minusma), le Sahel fait toujours l'objet d'attaques djihadistes de plus en plus fréquentes après les premières violences dans le nord du Mali, en 2012.

N.N'G.

SOUDAN DU SUD

Les pourparlers de paix ont repris

Un nouveau round de négociations entre le gouvernement et des groupes armés a débuté, le 11 décembre à Juba. Les protagonistes se disent optimistes de pouvoir arriver à un accord dans les deux prochaines semaines.

Un premier tour de pourparlers avait eu lieu en octobre, dans la capitale Juba, en vue de mettre un terme aux conflits au Darfour (ouest), au Kordofan-Sud (sud) et au Nil Bleu (sud-est), où des rebelles se sont insurgés contre ce qu'ils estimaient être la marginalisation de leurs régions sous le régime du président soudanais déchu, Omar el-Béchir. De nombreuses rencontres sous l'égide de l'Union africaine avaient précédemment échoué, mais la chute d'Omar el-Béchir ainsi que la posture du gouvernement de transition, dirigé par le Premier ministre Abdallah Hamdok, ont donné un nouvel élan aux discussions. « Nous sommes optimistes cette fois, quant à l'obtention des résultats positifs », a déclaré le chef rebelle Abdulaziz al-Hilu, qui dirige le Mouvement de libération du peuple du Soudan, une coalition de trois groupes armés actifs au Kordofan-Sud.

Les rébellions au Kordofan-Sud et au Nil Bleu, frontaliers avec le Soudan du Sud, sont vues comme une continuation de la guerre qui a amené à l'indépendance du Soudan du Sud, en 2011. En octobre dernier, les parties s'étaient accordées sur un cessez-le-feu permanent. Lors de ce nouveau round, le gouvernement et les rebelles doivent discuter des questions politiques, sécuritaires et de l'accès humanitaire à ces trois régions. Ils devraient également discuter du partage des richesses et du pouvoir dans ces zones.

« La paix que nous allons conclure (...) va amorcer des transformations politiques et démocratiques pour notre pays », a déclaré Alhadi Idris, chef du Front révolutionnaire du Soudan, une coalition de neuf groupes rebelles issus des trois régions concernées. Pour mémoire, le conflit dans la région du Darfour a éclaté en 2003. Des centaines de milliers de per-

sonnes ont été tuées dans ces trois régions peuplées par des minorités ethniques. Des représentants des groupes rebelles ont indiqué que les questions d'identité nationale et le manque de clarté quant à la relation entre l'Etat et la religion font également partie des causes profondes des conflits et devraient être évoquées lors des négociations.

Mohamed Hamdan Daglo, figure clé du gouvernement de transition du Soudan et qui dirige la délégation soudanaise à Juba, a assuré que son équipe a « un mandat entier » pour conclure un accord. « Ce round de discussions devrait mener à un accord qui mettra un terme aux souffrances du peuple soudanais », a-t-il souhaité.

Les Etats-Unis, le Royaume-Uni et la Norvège, impliqués en tant que médiateurs, ont encouragé les différentes parties à se rendre à la table des négociations, sans poser

de conditions préalables. « Nous espérons sincèrement que toutes les parties en présence participeront à ces pourparlers et feront preuve d'un esprit de coopération, de pragmatisme et de réalisme, pour garantir le succès de ces négociations. C'est ce que le peuple soudanais attend et mérite », ont écrit les trois pays occidentaux dans un communiqué commun.

Rare et brève rencontre

A l'approche d'une date butoir pour la formation d'un gouvernement d'union, le président du Soudan du Sud, Salva Kiir, et le chef rebelle, Riek Machar, se sont brièvement rencontrés mercredi à Juba. Leurs entourages n'ont rien laissé filtrer de la teneur de cette rare rencontre depuis que leurs différends ont plongé le pays en 2013 dans une guerre civile meurtrière, lorsque Salva Kiir, un Dinka, a accusé Riek Machar, alors son

vice-président, membre de l'ethnie Nuer, de fomenter un coup d'Etat, seulement deux ans après l'accession du Soudan du Sud à l'indépendance, à l'issue d'un conflit sanglant avec le Soudan.

Les deux hommes avaient signé un cessez-le-feu en septembre 2018, à Addis Abeba, interrompant en grande partie les massacres qui ont provoqué la mort de quatre cent mille personnes et déplacé environ quatre millions d'habitants, soit le tiers de la population. Mais ils ont été, depuis, incapables de former, avant une date-butoir fixée au 12 novembre, un gouvernement d'union nationale.

Les pays de la région qui supervisent ce très lent processus d'apaisement du conflit leur ont alors accordé cent jours supplémentaires pour parvenir à un accord de gouvernement, sous l'œil attentif des Etats-Unis et des Nations unies.

Josiane Mambou Loukoula

MÉDIAS

Des nominations à la télévision nationale congolaise

Par notes de services publiées le 12 décembre à Brazzaville, le ministre de la Communication et des médias, Thierry Mougalla, a réaménagé la direction de la chaîne publique par la nomination de nouveaux responsables aux différents postes de responsabilité. Aline France Etokabeka prend la direction de l'information, tandis que Nevy Christelle Moundelé-Ngolo assure désormais les fonctions de directrice de la production, en remplacement de Lazare Bourangon, appelé à d'autres fonctions. Par ailleurs, Bruno Mienahata, Antoine Ambenza, Brice Aristide Benza sont respectivement nommés chef de service de la rédaction française, chef de service du journal télévisé et chef de la coordination des actualités.

Pour sa part, Bibiane Itoua assurera les fonctions de chef de service politique, alors que Naul Anoluch Ngobi Lendzo devient chef du service administratif et financier à la direction interdépartementale de Pointe-Noire.

La Rédaction

DROIT HUMANITAIRE

Un débat autour des concepts réfugiés et déplacés internes

La ministre des Affaires sociales, de l'action humanitaire et de la solidarité, Antoinette Dinga-Dzondo, a rappelé, le 12 décembre, les trois conventions signées et ratifiées par le Congo au sujet des réfugiés et des personnes déplacées internes, lors de la journée scientifique organisée à Brazzaville.

Antoinette Dinga-Dzondo a parlé notamment de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 sur la détermination du statut de réfugié, de celle de l'Organisation de l'Unité africaine de 1969 régissant les aspects propres aux problèmes de réfugiés en Afrique pour ce qui est des personnes déplacées ainsi que de la Convention de Kampala de 2009, sur le déplacement forcé à l'intérieur des territoires pour ce qui est des personnes déplacées internes.

La ministre a expliqué que ces trois documents sont assortis des caractères résolutoires et contraignants en ce qu'ils engagent les Etats sans même les avoir signés et ratifiés. Devant cette alliance expresse et tacite, a-t-elle ajouté, il est plus impérieux pour les pays qui accueillent les réfugiés et qui connaissent des déplacements internes de se familiariser avec ces instruments pour une meilleure gestion de ces groupes de personnes.

La journée scientifique a été organisée sur le thème « Les réfugiés et les personnes déplacées internes » par la Société congolaise pour le droit international, avec l'appui du laboratoire de droit et de la science politique de l'Université Marien-Ngouabi et le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR). L'objectif a été d'échanger et



Les participants à la journée scientifique/DR

dernier, a-t-elle dit, montrent que le Congo compte 26 297 réfugiés et 5632 demandeur d'asile.

De son côté, le directeur de la Promotion du droit humanitaire et des conventions au ministère des Affaires sociales, Ulrich Presley Ibiatsi, a défini les concepts « réfugiés et les personnes déplacées internes ». Il a indiqué que leur déplacement peut être causé par un conflit armé, une situation de violence générale, un projet de développement de vaste envergure, une catastrophe naturelle ou provoquée, etc.

Selon lui, la personne déplacée jouit des mêmes droits que le reste de la population d'accueil. A cet effet, sa prise en charge implique l'Etat afin qu'elle retrouve sa vie en dignité.

Lydie Gisèle Oko

de partager, avec les étudiants en master, les doctorants et bien d'autres participants, des connaissances autour de certains concepts usuels dans le domaine du droit humanitaire, notamment les réfugiés et les personnes déplacées internes.

Dans son mot de circonstance, la Pre Delphine Edith Emmanuel Adouki a souligné que des inondations enregistrées çà et là sont également des causes des déplacements internes. A cet effet, la prise en charge des personnes déplacées internes relève aussi de la responsabilité des partenaires au développement tels le HCR.

La déléguée du représentant du HCR, Ferdila Ouattara, a renchéri que le problème de déplacement massif de la population touche

tous les pays africains. Le Congo a toujours accueilli sur son territoire des personnes en déplacement et apporte son appui aux victimes. « Les Nations unies essaient d'apporter un appui qui se relève de moins en moins suffisant face à l'ampleur des besoins qui ne font que croître au fil des années. Les personnes victimes sont avant tout détentrices de leur droit. L'année 2019 marque le dixième anniversaire de la Convention de Kampala sur la protection et l'assistance des personnes déplacées internes », a-t-elle dit.

Dans cette même lancée, la responsable du Comité national d'assistance aux réfugiés, Olga Elenga, a énuméré les critères qui définissent le statut de réfugiés. Les statistiques du 31 octobre

AFRIQUE DE L'OUEST

Le Nigeria maintient la fermeture de sa frontière terrestre avec ses voisins

Officiellement, le président nigérian, Muhammadu Buhari, reproche au Bénin et au Niger de mal gérer leurs douanes. Une décision unilatérale qui met aux abois la population.

La décision d'Abuja est pour certains analystes une volonté de politique protectionniste, avec l'objectif de diversifier l'économie du pays. A la frontière béninoise et au Nigeria même, les conséquences se font déjà ressentir. Plusieurs ministres, dont ceux des Affaires étrangères des trois pays, ainsi que le commissaire au Commerce de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'ouest (Cédéao) se sont réunis, en novembre dernier, à Abuja, à l'effet d'une meilleure gestion de leur différend. Ils ont annoncé la mise en place de patrouilles communes contre la contrebande et la création d'un « comité de surveillance et d'évaluation qui réunit les trois pays pour encourager l'éradication de biens de contrebande ». Ce comité « veillera à promouvoir le commerce régional entre les trois pays et mettre en place des sanctions contre la contrebande (...) et le trafic d'êtres humains ».

L'objectif est de relancer les échanges commerciaux après les tensions provoquées par cette fermeture, imposée par le Nigeria, de ses frontières terrestres avec ses voisins. Le ministre béninois de l'Agricul-

ture avait qualifié de « catastrophe » la décision du géant africain pour le Bénin... (un petit pays d'Afrique de l'ouest). Il considère qu'elle va à l'encontre de tous les traités commerciaux de la Cédéao. Mais le Nigeria, marché gigantesque de cent quatre-vingt-dix millions d'habitants, avait déclaré que cette fermeture durerait « le temps qu'il faudra à nos voisins pour venir à la table des discussions »; et que le Bénin profite depuis des décennies de l'importation illégale d'essence subventionnée, ce qui lui aurait coûté des milliards de dollars. De plus, le port de Cotonou servirait de « porte d'entrée » pour des milliers de tonnes de riz, théoriquement interdit à l'importation par voies terrestres.

Mais, la fermeture des frontières a engendré une très forte inflation du prix des produits de base sur les marchés au Nigeria où tous les produits doivent être désormais importés via le port de Lagos, une augmentation de produits issus de la contrebande.

La population aux abois

Le Nigeria ambitionne de relancer la culture du riz et mettre

un terme à l'importation de riz thaïlandais en provenance du Bénin, préféré par les Nigériens car moins cher, et « de diversifier son économie au forceps ». Pour un économiste béninois, le président Muhammadu Buhari « fait une erreur colossale. Son pays s'isole et s'écroule sur lui-même ». Les entrepreneurs locaux estiment que le gouvernement s'attaque au symptôme plutôt qu'à la racine du mal. Ils préféreraient qu'il concentre ses efforts sur la formation et le renforcement du service des douanes, mais ces propos ne trouvent pas d'échos à Abuja.

Par contre, le président du Nigeria a salué les efforts du Niger qui a pris des mesures fortes pour le respect des exigences, notamment l'interdiction d'utiliser le pays « comme dépôt pour les marchandises de contrebande à destination du Nigeria ». Pour lui, « les mesures prises par le Niger étaient utiles et favorables ». Mais, il s'est montré incertain sur la date d'ouverture des frontières avec le Bénin et le Niger. A l'en croire, cette mesure permet au Nigeria de lutter contre la contrebande et de mieux sécuriser ses frontières. Il a maintenu son « niet » à

l'encontre du Bénin, notant une absence d'actions concrètes allant dans le sens du respect de ses exigences.

Les commerçants ne manquent pas d'ingéniosité pour contourner cette mesure draconienne du géant africain. Car cette situation accroît les gains. La nouvelle méthode de transport de l'essence ou du riz est la dissimulation dans des cercueils. Le Nigeria a finalement « militarisé » les chemins de la contrebande. Du côté béninois, le port autonome de Cotonou - desservant également le Mali, le Niger, le Burkina Faso et le Tchad - est asphyxié. Des centaines de conteneurs de marchandises sont abandonnés et leur mise en vente aux enchères en cours. Les stations d'essence ont fermé au profit du marché noir. On note également une forte baisse des recettes douanières. Le produit intérieur brut du pays a connu un recul chiffré à 0,5. « Lutter contre la contrebande ou les excès d'un secteur informel c'est bien, mais en concertation avec ses voisins. Abuja devrait d'abord balayer chez lui : chaque jour, quatre cent mille barils de pétrole sont volés ! Il est urgent de convo-

quer tous les partenaires autour d'une même table », ajoute l'économiste béninois.

L'appel de la Cédéao

Les pays voisins membres de la Cédéao appellent en vain à la réouverture des frontières. Selon Obidiah Mailafia, économiste nigérian, la fermeture n'est pas contraire aux principes de cette organisation sous-régionale. Mais, d'après lui, ce sont les hommes d'affaires nigériens qui sont les plus touchés. Il cite l'exportateur du ciment vers les pays limitrophes, Dangote, « qui ne peut plus le faire ». Il plaide pour une solution politique, des engagements de part et d'autre parce que « le commerce libre n'est pas synonyme de commerce illégal. Car ce qui se passe en ce moment est un commerce illégal. » Le Nigeria avait présenté ses conditions pour la réouverture des frontières. Il s'agit notamment de la destruction des entrepôts de riz le long des frontières et de faire en sorte que toutes les marchandises hors Cédéao, en transit sur le territoire nigérian, soient transportées avec leurs emballages intacts.

Noël Ndong

COP 25

L'ONU demande plus d'implication au secteur privé

Le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, a encouragé, le 11 décembre à Madrid, en Espagne, le secteur privé à accélérer ses efforts pour affronter la crise climatique.

« Comme nous l'avons vu lors du sommet Action climat en septembre, à New York, la détermination affichée par les chefs d'entreprise et les dirigeants du monde de la finance offre un espoir possible », a déclaré Antonio Guterres, lors d'une réunion organisée par le Pacte mondial des Nations unies dans le cadre de la COP25.

Le Pacte mondial est une initiative onusienne destinée à encourager les entreprises du monde entier à adopter des politiques

durables et socialement responsables. « Quand des entreprises se détournent des combustibles fossiles, elles aident à envoyer des signaux pour intensifier massivement les solutions innovantes », a souligné le chef de l'ONU. « Alors que nous remercions ces dirigeants, nous avons besoin de toute urgence que d'autres nous rejoignent pour passer à la vitesse supérieure », a-t-il souhaité.

« Une approche transformatrice »

Selon le secrétaire général, il est nécessaire d'adopter une approche transformatrice de l'économie, des finances, du commerce et de l'industrie. Il s'est dit encouragé par le fait que cent soixante-dix grandes entreprises se sont déjà engagées à fixer des objectifs scientifiques et vérifiables de réduction de leurs émissions de gaz à effet de serre alignés sur l'objectif de limiter la hausse de la température moyenne mondiale à 1,5 degré Celsius par rapport au niveau préindustriel.

« En intensifiant et en fixant des objectifs fondés sur la science, ces entreprises ouvrent la voie



Antonio Guterres

à de nouvelles façons de faire des affaires et entraînement des changements systémiques dans l'ensemble de l'économie mondiale. Elles envoient également un signal clair aux consommateurs, aux investisseurs et aux gouvernements », s'est félicité Antonio Guterres.

Dans le même temps, la communauté financière démontre de plus en plus son engagement envers les opportunités d'une

économie verte. Des investisseurs qui gèrent près de quatre mille milliards de dollars d'actifs se sont engagés à convertir leurs portefeuilles d'investissement à zéro émission nette d'ici à 2050, à travers l'Alliance des propriétaires d'actifs pour zéro émission nette réunie par l'ONU.

Mais António Guterres a rappelé que le monde des affaires et de la finance ainsi que la société ci-

vile ne peuvent agir seuls et ont besoin que les gouvernements accroissent leurs efforts.

« Je vous invite, dirigeants du secteur privé et de la société civile, à mettre vos gouvernements au défi de saisir cette occasion pour définir clairement leurs politiques de développement économique qui permettront à vos entreprises d'investir de manière décisive dans un avenir à zéro émission nette », a-t-il lancé.

Selon lui, il y a encore trop d'obstacles bureaucratiques et réglementaires, notamment des subventions aux combustibles fossiles et de nombreuses mesures gouvernementales qui ralentissent l'engagement du secteur privé en faveur de l'action climatique.

Au cours de cette rencontre de haut niveau, le secrétaire général de l'ONU a rappelé que les Etats qui ont signé l'Accord de Paris, en 2015, ont pris des engagements pour 2020. « Les douze prochains mois seront donc cruciaux. Nous avons besoin de plus d'ambition, de solidarité et d'urgence », a-t-il conclu.

Josiane Mambou Loukoulou

« Quand des entreprises se détournent des combustibles fossiles, elles aident à envoyer des signaux pour intensifier massivement les solutions innovantes »

CLIMAT

Greta Thunberg personnalité de l'année du magazine Time

Après avoir « raté » le prix Nobel de la paix, la militante suédoise est devenue, le 11 décembre, à 16 ans, la plus jeune « personnalité de l'année » de la revue américaine, témoin de sa capacité à mobiliser des millions de personnes à travers le monde autour de la bataille pour le climat.

Jamais le magazine américain, qui décerne son titre depuis 1927, n'avait honoré quelqu'un d'aussi jeune.

« Wow, c'est incroyable, je partage ce grand honneur avec tous ceux du mouvement #FridaysForFuture et les militants du climat partout », a réagi Greta Thunberg sur Twitter après l'annonce, depuis la conférence sur le climat COP25 de Madrid où elle se trouve.

L'ex-président américain, Barack Obama, via sa fondation, et son ex-secrétaire d'Etat, Hillary Clinton, ont salué le choix du magazine. « Personne n'est trop petit pour avoir un impact et changer le monde », a tweeté la fondation Obama. « On ne pouvait pas trouver mieux comme personnalité de l'année », a abondé Hillary Clinton, également sur Twitter. Depuis qu'elle a commencé en août 2018 à faire grève, seule, tous les vendredis devant le parlement suédois, « Greta », comme tout le monde l'appelle, a inspiré des foules croissantes de jeunes et de moins jeunes,

prêtes à descendre dans la rue tous les vendredis dans le cadre des #FridaysForFuture afin de réclamer aux dirigeants du monde entier de prendre des mesures radicales pour limiter le réchauffement de la planète. La démonstration en a été faite en septembre, lorsque des manifestations monstres ont noirci les rues de villes de tous les continents, tirant la sonnette d'alarme juste avant un sommet

« Personne n'est trop petit pour avoir un impact et changer le monde »

de l'ONU sur le climat.

Lors de ce sommet, l'adolescente était intervenue à la tribune avec un discours cinglant dénonçant l'inaction des puissants de la planète, martelant son discours de « Comment osez-vous ? » accusateurs.

Des images d'elle taçant d'un regard noir le président américain, Donald Trump, climato-sceptique qui a fait des Etats-Unis le seul pays de la planète à s'être retiré de l'accord de Paris

sur le climat, avaient aussi fait le tour du monde.

Tout cela faisait d'elle la favorite des bookmakers pour le prix Nobel de la paix, décerné en octobre dernier. A l'annonce de la remise du prix au Premier ministre éthiopien, Abiy Ahmed, l'adolescente n'avait montré aucune déception, poursuivant imperturbablement son périple en Amérique du Nord pour alerter sur l'« urgence climatique ».

Scolarité interrompue pour poursuivre sa bataille du climat Greta Thunberg a interrompu cette année sa scolarité pour voyager, privilégiant les moyens de transport zéro carbone, véhicules électriques, trains et bateaux. C'est après quinze jours de traversée de l'Atlantique en voilier qu'elle avait débarqué à New York en août, et c'est sur un autre voilier qu'elle est repartie en novembre pour l'Europe, à chaque fois avec l'aide

d'admirateurs bénévoles.

A la COP25, elle a dénoncé une fois encore le manque de leadership des dirigeants mondiaux, qui tardent à accoucher d'engagements efficaces pour réduire les émissions. Greta Thunberg, qui a dit publiquement souffrir d'une forme légère d'autisme, tient partout le même discours, même si sa frustration semble avoir augmenté ces derniers mois, au fil de rencontres avec des dirigeants qui n'ont débouché sur aucun geste radical pour le climat.

Pour ses partisans, cette obstination fait sa force. Mais pour ses détracteurs, nombreux également, elle ne fait que se répéter et ferait mieux de retourner à l'école. Certains l'attaquent parfois violemment via les réseaux sociaux, la taxant de naïveté, d'exagérer la gravité de la crise climatique ou même de l'inventer, ou encore de chercher le vedettariat. L'adolescente s'est efforcée de calmer le jeu, invitant notamment les plus de trois millions de personnes qui la suivent sur Twitter à ne

réagir aux insultes que par des messages positifs.

Le magazine Time l'a choisie parmi cinq autres finalistes: Donald Trump, la cheffe des démocrates au Congrès américain Nancy Pelosi, la star de l'équipe des Etats-Unis féminine de football Megan Rapinoe, l'agent de la CIA qui a averti du coup de téléphone entre Donald Trump et le président ukrainien, à l'origine de procédure en destitution du président, et les manifestants pro-démocratie de Hong Kong.

En 2018, c'est le journaliste saoudien Jamal Khashoggi, tué en octobre de la même année au consulat d'Arabie saoudite à Istanbul, qui avait été désigné à titre posthume par le magazine, avec d'autres journalistes symbolisant la quête de la vérité et les risques qu'ils prennent pour l'obtenir.

En 2017, la distinction avait également été remise à titre collectif, aux personnes qui avaient « brisé le silence » face aux agressions sexuelles, déclenchant le mouvement #MeToo à travers le monde.

Nestor N'Gampoula et AFP

EXPROPRIATION DU SITE DE LA CONCORDE

Les propriétaires de terrain réclament leur indemnisation

Les acquéreurs de parcelles au site du stade de la Concorde, dans la commune de Kintélé, ont observé un sit-in, les 9 et 10 décembre à Brazzaville, précisément devant le ministère des Finances et du budget, pour solliciter de l'Etat le paiement de leur indemnisation.



Quelques acquéreurs brandissant une banderole véhiculant leurs revendications. /Adiac

« Sept ans c'est trop », « L'Etat doit respecter la Constitution », « Indemniser, c'est payer en partie la dette intérieure », etc., sont les différents messages véhiculés à travers les banderoles exposées par les manifestants. Outre les parcelles de terrain du site de la Concorde, la situation concerne également les acquéreurs de parcelle des sites Mont côte fleuve, au quartier

Marianga; ceux de l'Université Denis-Sassou-N'Guesso, à Kintélé; ainsi que ceux du côté de l'école de football, La Djiri, délogés par l'Etat pour cause d'utilité publique.

Selon le chargé de l'organisation et de la communication du bureau du collectif des expropriés, Narcisse Ofoulou, qui s'est approché de la presse, « le conseiller à la sécurité du mi-

nistre des Finances a demandé au bureau du collectif des acquéreurs de parcelles de terrain de revenir la semaine prochaine pour être auditionné par le directeur de cabinet, actuellement hors du pays ».

Signalons que sur les trois sites, les acquéreurs de terrain ont longtemps été répertoriés et enregistrés au préalable par différents cabinets conseils.

Fortuné Ibara

SOLIDARITÉ

l'Initiative Bondeko se préoccupe de la condition des défavorisés

L'organisation non gouvernementale a mené, le 11 décembre à Brazzaville, de porte-à-porte, un plaidoyer pour la prise en charge des veuves, orphelins et personnes du troisième âge sans ressources.

L'équipe de bénévoles de l'Initiative Bondeko a sillonné plusieurs quartiers et arrondissements de la ville capitale pour identifier les personnes séniles vulnérables et leurs besoins. Au terme de l'opération d'identification, elle leur fournira nourriture, vêtements et abris après des recouvrements auprès des bailleurs et de personnes généreuses. L'organisation se dit motivée pour cette action parce que dans la société congolaise, les veuves, les orphelins et les personnes du troisième âge sont parfois rejetés par leur famille. « Les mœurs de notre époque font que beaucoup de gens manquent de compassion. Ils s'intéressent de moins en moins au bien-être des autres et à celui de membres de leurs propres familles. Répondre aux besoins physiques, matériels et spirituels de ces êtres humains incarne un devoir sacré », a indiqué Evrad Mounda, président de l'Initiative Bondeko.

Outre l'action caritative, dans les départements de Brazzaville, Pointe-Noire, Pool et Niari, cette organisation, en collaboration avec deux cents leaders des églises, compte mener une campagne de sensibilisation des communautés à l'importance d'apporter secours aux personnes vulnérables.

F.Ib.

CHANGEMENT DE NOM

On m'appelle Louwola-Kiandanda Dân-Aser, je désire être appelé désormais Kiandanda Dân-Aser.

Toute personne justifiant d'un intérêt légitime pourra s'opposer dans un délai de trois(03) mois.

VISITEZ LE MUSÉE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

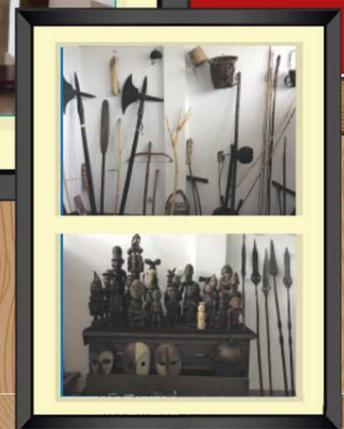
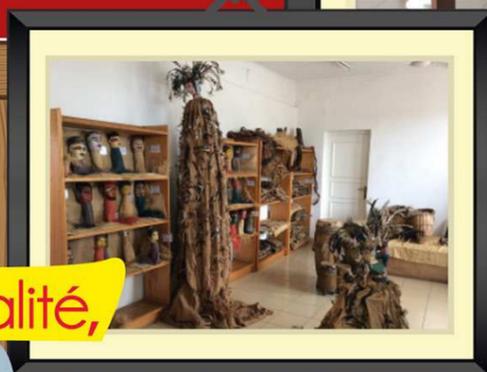
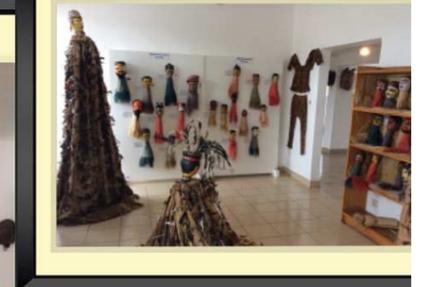
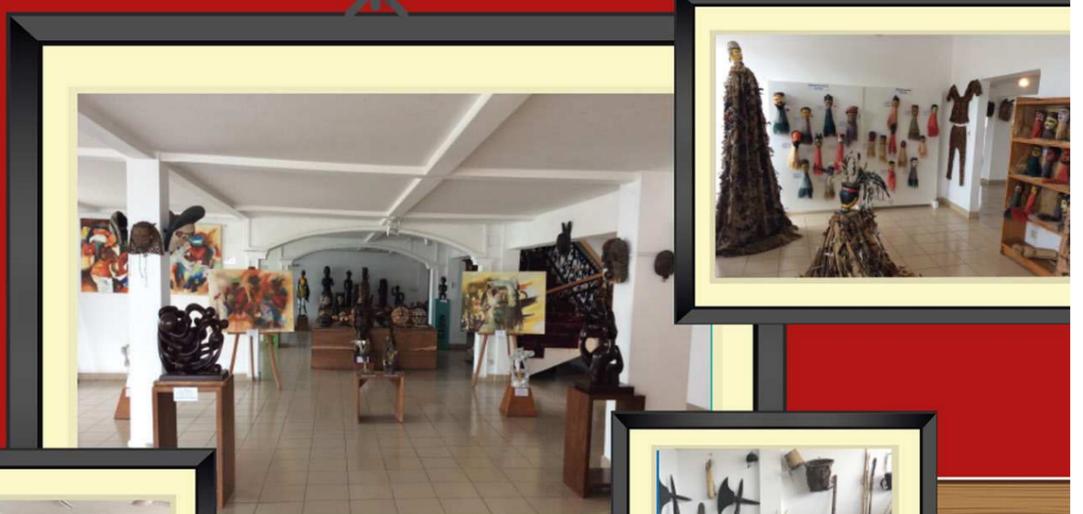
Musée du Bassin du Congo

de LUNDI
à VENDREDI (9h-17h)
et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES PEINTURES

CÉRAMIQUES MUSIQUE



L'art dans sa Généralité,
de la Tradition
à la Modernité

Situé sur 84 Boulevard Denis Sassou Nguesso
immeuble Les manoirs (Moila)

SITUATION ÉCONOMIQUE NATIONALE

Les prévisions de croissance ramenées à 1,9%

La Banque centrale vient d'abaisser les notes de croissance du produit intérieur brut (PIB) du Congo, inférieur à 2% contre un taux de 5,2% initialement estimé. Globalement, la situation s'est nettement améliorée par rapport à l'année 2018 (1,7%).

D'après le Comité monétaire national et le Conseil national de crédit, qui se sont tenus à Brazzaville, le 12 décembre, le secteur pétrolier reste le maillon essentiel de l'économie congolaise, avec une bonne performance à 3,3%, alors que le secteur hors pétrole peine à s'améliorer (0,8%).

En ce qui concerne les prix, les tensions inflationnistes devraient se poursuivre, avec un taux en moyenne annuel qui se situerait en dessous du seuil fixé par la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale.

Quant à la gestion des finances publiques, le budget



La ministre du Plan, Ingrid Ebouka-Babackas, ouvrant les travaux/Adiac

se solderait par un excédent, hors dons de prêt de 7% du PIB cette année et mieux par rapport à l'an dernier. Le ni-

veau excédentaire constaté cette année est dû, selon la Banque des états de l'Afrique centrale (BEAC), aux efforts

d'ajustements budgétaires opérés par l'exécutif.

Enfin, la BEAC a noté une nette amélioration des avoirs

extérieurs, en lien avec l'application de la nouvelle réglementation des changes qu'elle a imposée au niveau communautaire. Dans ce contexte, la masse monétaire devrait aussi augmenter, de même que le taux de couverture extérieure de la monnaie.

À noter que la Banque centrale a acté la dissolution du Comité monétaire et financier national, c'est aussi le cas pour les autres pays membres, en remplacement d'une nouvelle entité. Celle-ci entend promouvoir une gestion monétaire et financière collégiale.

**Fiacre Kombo
et Gloria Lossole**

ENJEUX POLITIQUES

Gilbert Ondongo juge «élogieux» le bilan du PCT

Le membre du bureau politique du parti au pouvoir a peint la situation économique et politique nationale, au cours du lancement du congrès fédéral de Brazzaville, demandant aux cadres et militants d'être fiers de ce qu'ils ont fait depuis leur retour aux affaires en octobre 1997.

Délégué national au congrès de la fédération du Parti congolais du travail (PCT)-Brazzaville, tenu du 9 au 11 décembre, Gilbert Ondongo a rappelé le contexte national dans lequel se tenaient ces assises en prélude du cinquième congrès ordinaire, prévu du 27 au 30 décembre. Selon lui, l'économie nationale, en récession en 2016 et 2017 après avoir résisté en 2014 et 2015 à la bourrasque dévastatrice de la chute des cours de matières premières, n'est pas encore au mieux de sa croissance. « *Bon an mal an, l'économie congolaise remonte la pente. La croissance économique a été positive en 2018 et le sera encore pour cette année 2019* », a annoncé le ministre d'Etat, en charge de l'Economie, de l'industrie et du portefeuille public.

Gilbert Ondongo s'est dit étonné d'entendre ceux qu'il qualifie de détracteurs affirmer qu'il n'y a pas des raisons qu'une économie qui avait accumulé des richesses importantes s'effondre. Pour lui, toute économie nationale est appelée, à un moment ou à un autre, à être confrontée à la crise. C'est ainsi qu'il a pris l'exemple des Etats-Unis d'Amérique, première économie mondiale, avec la plus forte accumulation des richesses, qui ont été fortement secoués par la crise et la récession en 2008 et 2009. « *L'accumulation de la richesse nationale, définition*

par essence de la croissance économique, ne met nullement un pays à l'abri de la crise ou de la récession économique. Que cela soit ainsi entendu. Ne perdons donc pas le temps à prêter l'oreille aux propos infondés et souvent injurieux de nos détracteurs », a-t-il expliqué, invitant les membres du PCT à encourager le gouvernement à donner le meilleur de lui-même, à trouver des solutions idoines pour relancer durablement les activités économiques nationales.

Bannir l'Etat d'exception et la démocratie d'exception

S'agissant de la conjoncture politique nationale, le délégué national au congrès de Brazzaville s'est félicité, entre autres, de la paix qui règne sur l'ensemble du territoire national et du bon fonctionnement de la démocratie au Congo. Mais, il s'est dit préoccupé par la démarche entreprise par l'opposition extraparlamentaire dont certains membres contestent le Conseil national du dialogue et posent de préalables pour leur participation au dialogue politique national. « (...) *Nous avons du mal à comprendre la contestation du Conseil national du dialogue par la frange dite radicale de l'opposition et l'appel par elle d'un dialogue d'exception. Ceux qui veulent à cor et à cri du dialogue exceptionnel*



Les congressistes/Adiac

ignorent ou feignent que l'on ne peut pas faire vivre la démocratie par des exceptions », a-t-il critiqué ouvertement, précisant que l'Etat d'exception et la démocratie d'exception sont tous condamnables.

Décrivant à sa manière la situation « calamiteuse » du pays sur tous les plans à la fin des années 1990, Gilbert Ondongo a rappelé que c'était un chaos total, un désastre absolu. « *Nous pouvons affirmer sans courir le risque d'être démentis, qu'aucun parti politique au Congo ne peut présenter de bilan aussi élogieux que celui de notre grand et victorieux parti. Soyons fiers de nous, fiers de ce que nous avons fait depuis octobre 1997. Ne nous laissons pas entraîner, peut-être même entraînés, par la critique facile et souvent mensongère de nos détracteurs. Savent-ils seu-*

lement que s'il n'y avait que de la mauvaise gouvernance dans ce pays, on n'aurait jamais obtenu les résultats que nous avons aujourd'hui ? », a-t-il poursuivi.

Le Congo, un pays à revenu intermédiaire

Citant les chiffres de la Banque mondiale, il a indiqué que la pauvreté a reculé au Congo de 51% du total de la population en 2005 à 36% en 2015. De même, il est passé du statut de pays pauvre à faible revenu à celui de pays à revenu intermédiaire. Toujours d'après lui, le Congo avait en 2015 la quatrième meilleure note exæquo d'Afrique, attribuée par les trois plus grandes agences internationales de notation de gestion des finances et des perspectives.

« *Tout n'est pas parfait dans notre pays. Beaucoup reste*

encore à faire. Sans doute, il y a eu et il y a peut-être encore des erreurs dans la gestion des affaires du pays. Mais quel gestionnaire de la chose publique, dans le monde, peut se targuer de n'avoir jamais commis de faute ni d'erreur après des années et des années passées en responsabilité ? », a-t-il interrogé.

Parlant de l'élection présidentielle de 2021, le ministre d'Etat a déclaré que le moment viendra où le parti demandera au président de son comité central, Denis Sassou N'Guesso, de prendre ses responsabilités. « *Nous espérons tous qu'il les prendra, comme il l'a toujours fait dans le passé, conformément à nos vœux. Il peut compter sur nous tous pour l'accompagner sans faille* », a conclu Gilbert Ondongo.

Parfait Wilfried Douniama



19-20
Décembre 2019
**Journées
Portes
Ouvertes**

PORT DE POINTE-NOIRE



1939 - 2019

ans

1939 — 2019

**Port de Pointe-Noire
porte océane de l'Afrique Centrale**

Merci à nos partenaires



INSTITUT FRANÇAIS
DU CONGO

PROGRAMME DE LA SEMAINE
DU 12 AU 15 DÉCEMBRE

JEUDI 12 DÉCEMBRE

15H00 RENCONTRE LITTÉRAIRE : HERESIARQUE TOUTE LA LYRE

18H30 CINE-CLUB: LE GRAND BAL (FESTIVAL BOYA KOBINA)

VENDREDI 13 DÉCEMBRE

19H00 CINE-SPECIAL : KONGO (FESTIVAL BOYA KOBINA)

SAMEDI 14 DÉCEMBRE

10H00 ANIMATIONS : LES RENDEZ-VOUS DE LA MEDIATHEQUE (SAMEDI DES PETITS LECTEURS, L'HEURE DU CONTE ET RENCONTRES DE SCRABBLE)

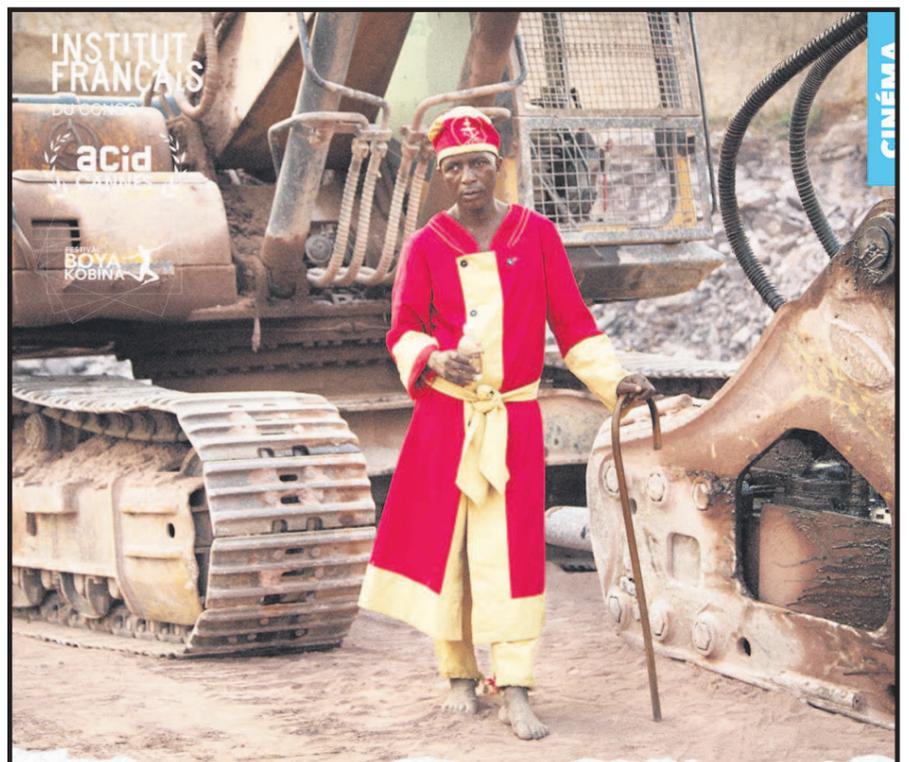
DIMANCHE 15 DÉCEMBRE

11H00 : CINE-SPECIAL : LES BANTOUS DE LA CAPITALE : 60 ANS, ANTHOLOGIE DE LA MUSIQUE CONGOLAISE

14H00 : LES 25 ANS DE L'IFC : GRAND SPECTACLE GRATUIT SUR LA CORNICHE AVEC EXTRA MUSICA, FANIE FAYAR, ZAO, LES BANTOUS DE LA CAPITALE...



Pour plus d'infos, veuillez consulter notre agenda du mois sur www.institutfrancais-congo.com



KONGO

Un film de Hadrien La Vapeur et Corto Vaclav, 1h10min

À Brazzaville, un monde invisible régit le monde visible. L'apôtre Médard se démène avec son église ngunza pour guérir les malades victimes de mauvais sorts. Mais sa vie bascule lorsqu'on l'accuse publiquement de pratiquer la magie noire.

VENDREDI 13 DÉCEMBRE

SALLE SAVORGNAN // 19H00

ENTRÉE LIBRE



INSTITUT FRANÇAIS
DU CONGO

25 ANS

GRAND SPECTACLE GRATUIT
ROGA ROGA ET EXTRA MUSICA, ZAO, LES BANTOUS DE LA CAPITALE, LE CHŒUR CREDO, FANIE FAYAR, ASIMBA BA PENDA, HOMMAGE AU CINÉMA CONGOLAIS FORTUNÉ BATEZA, LA COMPAGNIE MUSÉE D'ART L'HEURE DU CONTE, MARIUSCA, BLACK PANTHER CAP CONGO, ATELIER SALSA, ATELIER MULECK ATELIER ZUMBA.

PRÉSENTÉ PAR JEAN-PATRICE PASSI, WEILFAR KAYA ET JUSTE PARFAIT

DIMANCHE 15 DÉCEMBRE
SUR LA CORNICHE // 14H00-20H00

IMPRIMERIE DU BASSIN DU CONGO

Un outil industriel performant rapide.

OFFSET NUMÉRIQUE SÉRIGRAPHIE PELLICULAGE DOS CARRÉ COLLÉ CONCEPTION GRAPHIQUE

UNE LARGE GAMME DE PRODUITS

PRESSE
Quotidiens
Hebdomadaires
Mensuels
Numéros spéciaux...

OFFSET
Chemises à rabat
Magazines
Livres
Dépliants
Documents administratifs
Calendriers
Flyers
Affiches
Divers

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo

+242 06 951 0773
+242 05 629 1317
imp.bc@adiac-congo.com



Groupement d'Intérêt Economique pour
Le Service Commun d'Entretien des Voies Navigables Congo-RCA
G I E - S C E V N

**PROJET APPUI AU GIE-SCEVN
APPEL À MANIFESTATION D'INTÉRÊT
04-19/PI/VN**

**POUR LE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT EN VUE DE LA MISE EN ŒUVRE
DU PLAN DE FORMATION DU GIE-SCEVN**

Le Groupement d'Intérêt Economique pour le Service Commun d'Entretien des Voies Navigables de la République Centrafricaine et de la République du Congo (GIE-SCEVN) a reçu un financement de l'Agence Française de Développement (AFD), via la Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale (BDEAC) pour le projet « Appui au GIE-SCEVN », et a l'intention d'utiliser une partie du montant de celui-ci pour effectuer les paiements au titre de renforcement de capacité des agents du GIE-SCEVN.

Les services du candidat auront pour objet la mise en œuvre des modules de formations (i) dans le domaine managérial, (ii) dans les métiers de la navigation fluviale, (iii) en hydrographie, (iv) en HSQE; (v) en assistantat de direction, (vi) en gestion de stocks, (vii) en finances et comptabilité et (viii) en ressources humaines.

Le GIE-SCEVN invite les Candidats intéressés à manifester leur intérêt à fournir les services décrits ci-dessus.

Cet Appel à Manifestations d'Intérêt (AMI) s'adresse aux cabinets spécialisés dans le domaine de la formation et du renforcement de la capacité des professionnels.

Les critères d'éligibilité à un financement de l'AFD sont spécifiés à l'Article 1.3 des « Directives pour la Passation des Marchés financés par l'AFD dans les États étrangers », disponibles en ligne sur le site internet de l'AFD : <http://www.afd.fr>.

Les candidats ne peuvent soumettre qu'une seule candidature en leur nom propre ou en groupement. Si un candi-

dat (y compris le membre d'un groupement) soumet ou participe à plusieurs candidatures, celles-ci seront éliminées. En revanche, un même sous-traitant peut participer à plusieurs candidatures.

Si le candidat est constitué en groupement, la Manifestation d'Intérêt doit inclure :

-une copie de l'accord de groupement conclu par l'ensemble de ses membres,

Ou

-une lettre d'intention de constituer un groupement, signée par tous ses membres et accompagnée d'une copie de l'accord de groupement proposé.

En l'absence de ce document, les autres membres seront considérés comme sous-traitants.

Les références et qualifications des sous-traitants ne sont pas prises en compte dans l'évaluation des candidatures. L'adjudicataire sera retenu suivant la méthode de sélection fondée sur la qualité et le coût (SFQC).

Les candidats intéressés doivent produire les informations démontrant qu'ils sont qualifiés et expérimentés pour réaliser les présents services. A ce titre, ils justifieront qu'ils possèdent des références de prestations récentes et similaires.

Le caractère similaire des références sera analysé en fonction :

- de l'ampleur des marchés ;
- de la nature des services (formation) ;

-du domaine et de l'expertise technique : justifier d'au moins trois (3) références datant chacune de moins de cinq (5) ans pour chacun des critères ci-après :

- élaboration et mise en œuvre d'un plan de formation dans une structure d'au moins 100 agents ;
- réalisation d'actions de formation : séminaires et ateliers, formation-action, formation « sur le terrain », voyages d'études, élaboration de manuels de formation, etc. ;
- suivi et évaluation des actions de formation ;
- fourniture de services de consultant en Afrique subsaharienne, avec le français comme langue de travail.

Le GIE-SCEVN dressera une liste restreinte de six (6) candidats maximum, présélectionnés sur la base des candidatures reçues, auxquels il adressera la Demande de Propositions (DDP) pour la réalisation des services requis.

Les manifestations d'intérêt en six (6) exemplaires doivent être déposées à l'adresse ci-dessous au plus tard le 21/01/2020 à 10H00 (Heure de Brazzaville) :

GIE-SCEVN (sis dans l'enceinte du Port de Brazzaville)

BP 179, Brazzaville, République du Congo

Tél. (+242) 06 674 01 20 / 06 668 64 32

E-mail : dekalex2002@gmail.com / nge2015@yahoo.fr

Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires à l'adresse mentionnée ci-dessus, aux jours et heures suivantes : du lundi au vendredi de 8H00 à 15H00.

LIBRAIRIE
LES MANGUIERS

Un Espace de Vente:

Une sélection unique de la
LITTÉRATURE CLASSIQUE
(africaine, française et italienne)

Des : Essais, Bandes dessinées,
Philosophie, etc.



Un Espace culturel Pour vos Manifestations :
Présentation d'ouvrages, Conférence-débat, Dédicace
Emission Télévisée, Ateliers de lecture et d'écriture.

Les Dépêches de Brazzaville 84 Boulevard Denis Sassou N'Guesso
immeuble les manguiers (Mpila) Brazzaville République du Congo

Ouvert
DU LUNDI AU VENDREDI 9 h - 17 h
SAMEDI 9 h - 13 h



CHAMPIONNAT DU MONDE FÉMININ DE HANDBALL

Les demi-finales se disputent ce vendredi

Norvège-Espagne et Pays-Bas-Russie, telles sont les affiches qui vont révéler, le 13 décembre, les deux nations finalistes de la compétition qui se joue depuis le 30 novembre au Japon et prendra fin dimanche.

L'Espagne et la Norvège se sont qualifiées mercredi pour le dernier carré. Battue par la Russie (36-26), l'Espagne a pu valider son ticket grâce à la différence de buts sur la Suède, dominée elle aussi (23-26) par le Monténégro. Avec un parcours presque parfait dans le groupe C en occupant la première place (dix points), l'Espagne devra se mesurer à la Norvège, deuxième du groupe A et vainqueur de l'Allemagne (32-29), lors des quarts de finale.

Montée une seule fois sur le podium de la cette compétition (troisième en 2009), l'Espagne en décrochera avec vice-championne du monde en titre et trois fois titrée dans la compétition. Quant aux Néerlandaises



La Norvège file en demi-finale/DR

qui ont fait le job en disposant de la Corée du Sud (40-33), elles héritent de la gigantesque Russie, sept fois titrée et seule équipe à avoir gagné tous ses matches dans ces mondiaux, pour une place en finale. Les joueuses russes,

tombeuses des Espagnoles, sont à la quête de leur huitième sacre. Ainsi, le match entre les Pays-Bas, premiers du groupe A, et celui du groupe D, la Russie, s'annonce très décisif vu les ambitions de chacune des deux équipes.

Le Championnat du monde féminin de handball qui se tient tous les deux ans est à sa vingt-quatrième édition. Elle se déroule au Japon, c'est-à-dire sept mois avant les Jeux Olympiques de Tokyo. Organisé par la Fédération internationale

de handball, en collaboration avec la Fédération japonaise de la discipline, cette édition a regroupé vingt-quatre pays.

Notons que les représentants africains à cette compétition, à savoir l'Angola, le Sénégal et la République démocratique du Congo ont été éliminés dans la phase de poules.

Résultats des matches du 11 décembre

Pays-Bas – République de Corée 40-33 (23-16)

Espagne – Russie 26-36 (12-16)

Roumanie – Japon 20-37 (8-18)

Serbie – Danemark 26-26 (14-11)

Monténégro – Suède 26-23 (12-12)

Norvège – Allemagne 32-29 (17-16)

Rude Ngoma

PROGRAMME DES OBSÈQUES



Toussaint Edgard Ibara, agent des Dépêches de Brazzaville, les enfants Ngouabi et famille annoncent aux parents, amis et connaissances, que le programme des obsèques de leur père, Bernard Ngouabi décédé le 29 novembre 2019, au CHU de Brazzaville, se présente comme suit:

Vendredi 13 décembre 2019

9 h00: levée de corps à la morque municipale de Brazzaville

10h00: recueillement au domicile familial, sis n° 174 bis, rue Louingu, vers l'école Gampo Oilou, à Ouenzé.

12h00: Messe en l'église Notre-Dame-de-Victoire ex Ste-Marie de Ouenzé

14h00: départ pour le cimetière privé la Grâce

16h00: retour et fin de la cérémonie.

NÉCROLOGIE

Le colonel à la retraite Jean-Marie Mabanza (Mae-West), président de l'Amicale des parachutistes du Congo, a la douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances du Congo et de France, le décès de sa mère, Monique Diakoundoba, à l'âge de 97 ans.

La veillée se tient dans la rue Jolly n°52 à Bacongo. La date de l'inhumation sera communiquée ultérieurement.

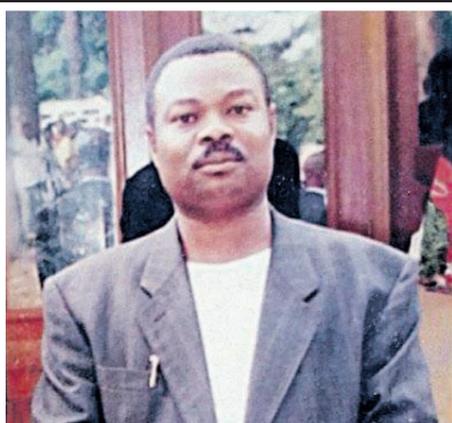


IN MEMORIUM

12 décembre 2006 - 12 décembre 2019

Treize ans déjà depuis que Dieu a rappelé dans son Royaume son Fils, Emmanuel Faras Bakissi, enseignant de carrière et chef de service à la Réglementation à la préfecture de la Bouenza, à Madingou.

Nous prions toutes les personnes qui l'ont connus d'avoir une pensée pieuse pour lui.

RESIDENCE ARCHANGE
A
POINTE-NOIRE

Location des chambres équipées et climatisées avec un point cuisine

A partir de 10 000 francs Cfa la nuitée au quartier SIAFOUMOU non loin de la clinique du docteur Mongo

Contact : +242 06 59 1 20 65

Whatsapp: 0041 794 256 732

E-mail : mesmin@bluewin.ch

Site web : résidence archange. jimdo.com

FÊTES DE FIN D'ANNÉE

L'ombre de la crise financière plane sur les ménages

À quelques jours du Noël et de la bonne année, les Ponténégrins ne se ruent pas encore sur les magasins et les commerçants s'apprêtent à passer des moments moins fastes que les années précédentes.

Depuis quelques jours, les décorations illuminent les façades de certains magasins, annonçant que tout y est pour les festivités de fin d'année synonymes de rassemblement familial. Malheureusement, le cœur n'y est pas chez tout le monde. Dans les marchés de Pointe-Noire, l'ambiance reste en-

« *J'attends les derniers jours dans l'espoir de bénéficier d'alléchantes remises sur toute une gamme de produits, de l'électronique au prêt-à-porter, en passant par les chaussures jusqu'aux jouets d'enfants* »,

core morose et pour les commerçants, les ventes ne décollent pas alors que c'est habituellement à cette période qu'ils font de meilleures affaires.

Cette année, les calculs sont presque faussés et les commerçants réfléchissent d'ores et déjà à un changement de stratégie pour l'avenir. En effet, la crise s'est invitée au point où le budget de nombreux ménages est observé à la loupe car la sombre conjoncture économique pèse sur les finances des familles qui se montrent plus économes qu'avant.

Dans les centres commerciaux, où règne traditionnellement une grande affluence dès fin novembre et début décembre, les clients sont moins nombreux. Même constat dans les magasins d'habillement, où les tenanciers évoquent un mois de décembre très difficile.

Pour écouler leurs stocks,



Des jouets pour enfants/DR

ces derniers fondent désormais leurs espoirs sur les soldes.

« *J'attends les derniers jours dans l'espoir de bénéficier d'alléchantes remises sur toute une gamme de produits, de l'électronique au prêt-*

à-porter, en passant par les chaussures jusqu'aux jouets d'enfants », a dit Pauline Samba, une habitante de la ville océane.

Notons que le temps des grands bénéfices pour les commerçants, en période de fête de fin d'année, semble

être bien lointain à Pointe-Noire. Contrairement aux années précédentes, bon nombre mais également les consommateurs s'apprêtent à passer des fêtes moins fastes que d'habitude.

Hugues Prosper Mabonzo

VIE DES PARTIS

Soixante-dix délégués de Pointe-Noire au cinquième congrès ordinaire du PCT

Vie des partis : soixante-dix délégués de Pointe-Noire au cinquième congrès ordinaire du PCT

Les travaux du congrès fédéral du Parti congolais du travail (PCT) de la fédération de Pointe-Noire ont été conduits par Firmin Ayessa, membre du bureau politique, premier vice-président du comité préparatoire du cinquième congrès ordinaire, assisté de Victor Foudi, président du conseil fédéral. Dans son mot de bienvenue, le président de la fédération PCT-Pointe-Noire a remercié la direction politique nationale pour la bienveillante attention accordée à sa fédération tout au long de l'exercice de son mandat. Il s'est aussi félicité de la bonne tenue des assemblées générales extraordinaires dans les différents arrondissements de la ville et dans le district de Tchiambi-Nzassi. Ouvrant les travaux, Firmin Ayessa a souligné que le cinquième congrès ordinaire du PCT se tiendra dans une



Des membres du PCT Pointe-Noire

conjoncture économique et financière particulièrement rude et dans un contexte politique de préparation de l'élection présidentielle de 2021. Il a ainsi affirmé l'impérieuse nécessité pour ce congrès de permettre au PCT de continuer de mieux jouer son rôle d'aiguillon de l'action publique pour ac-

compagner efficacement le gouvernement dans ses efforts de redressement de l'économie nationale en vue d'une satisfaction optimale de la demande sociale. Aussi a-t-il renchéri, ce congrès doit préparer le PCT à remplir avec davantage de dynamisme sa fonction de mobilisation de l'électorat,

pour assurer au candidat de ce parti, Denis Sassou N'Guesso, une victoire sans appel en 2021. Il a invité les congressistes à la rigueur et la dextérité dans leurs analyses afin que les propositions qui sortiront des assises de Pointe-Noire soient de nature à apporter au PCT un surcroît d'efficacité dans l'action.

C'est ainsi qu'au cours de ces assises, les participants ont examiné et adopté le rapport bilan du conseil fédéral du PCT Pointe-Noire ; les documents du cinquième congrès ordinaire, notamment le rapport du comité central, le financement du parti, les organisations affiliées et mouvements associatifs, la communication du parti et autres. Les assises ont permis aux militants de la capitale économique du Congo d'avoir des informations sur la célébration des cinquante ans de la création de leur parti et de désigner leurs délégués au congrès national. Notons que plus de cinq cents membres du PCT du département de Pointe-Noire ont participé à ce congrès fédéral. Le clou de la rencontre a été la lecture de la motion de soutien au président du comité central du PCT, Denis Sassou N'Guesso, et une autre de félicitation à Pierre Ngolo, secrétaire général de cette formation politique.

Séverin Ibara

ART DU LANGAGE

Les médaillés en conte des huitièmes jeux de la Francophonie en tournée nationale

Jules Ferry Moussoki (Congo), Moussa Doumbouya (Guinée-Conakry) et Najoua Darwiche (France), respectivement médaillés d'or, d'argent et de bronze, à Abidjan (Côte d'Ivoire) en 2017 ont débuté, le 10 décembre, une tournée nationale qui se clôturera à Brazzaville le 16.

L'objectif du projet est avant tout de promouvoir le conte en partageant passion et expérience au public, notamment aux plus jeunes. Par ailleurs, lors de cette tournée, il est également question de faire connaître l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) et les jeux qu'elle organise chaque quatre ans, dont la prochaine édition aura lieu du 23 juillet au 1er août 2021 à Kinshasa, en République démocratique du Congo.

Pour ce faire, les trois lauréats circuleront dans près d'une dizaine d'écoles à Brazzaville et Dolisie, dans le département du Niari. Face à eux, se présentent des élèves de maternelle, primaire, collège et lycée pour leur parler du conte, discipline qui consiste à partager des récits de faits ou d'aventures imaginaires visant à distraire et édifier à travers sa force émotionnelle ou philosophique.

Co-organisée par l'Espace Tiné et l'OIF, la tournée des médaillés en conte a débuté à Brazzaville par une conférence de presse et se poursuit les 12 et 13 décembre à Dolisie, par

des échanges et ateliers éphémères dans les établissements scolaires et des spectacles de conte, à l'Espace Tiné. « Le but ne sera pas de racon-



De gauche vers la droite: Moussa Doumbouya, Najoua Darwiche et Jules Ferry Moussoki/Adiac

ter chacun ses histoires mais de partager une histoire d'ensemble, en jumelant nos styles », a expliqué Jules Ferry Moussoki. Les artistes regagneront, par la suite, la capitale congolaise où ils échangeront, le 16 décembre, avec quelques élèves au quartier Diata. Et, en soirée, Jules Ferry Moussoki, Moussa Doumbouya et Najoua Darwiche prêteront à l'Institut français du Congo, dans le cadre du festival Mantsina sur scène.

La disparition progressive du conte déplorée

« J'ai toujours aimé et partagé la puissance de la culture car elle engendre de très belles rencontres, noue des relations durables et manifeste le potentiel artistique de chaque personne et peuple. Durant mon séjour au Congo, j'essaierai en tout cas de partager de très beaux moments avec le public », a déclaré Najoua Darwiche. Quant à Moussa, il s'est dit très heureux de retrouver ses amis conteurs au Congo et de pouvoir partager son savoir-faire aux

jeunes. « Le conte tend vers sa disparition. On ne parle plus de mbongui et c'est triste. L'occasion nous est aujourd'hui donnée de susciter des vocations et inciter à la pérennisation de cet art en vue de le réinstaurer dans notre quotidien », a-t-il ajouté.

Lors de la conférence de presse animée par les trois conteurs, le correspondant national auprès de la Francophonie, Jean Michel Yloulou-Bayenda, a exhorté les artistes, toutes branches confondues, au professionnalisme. « Ce n'est qu'en s'appliquant qu'on parviendra à faire briller le Congo à l'international. A cet effet, il ne faut pas s'avouer vaincus devant les difficultés financières, matérielles ou infrastructurelles », a-t-il conseillé. Notons que l'Espace Tiné est un site culturel né à Brazzaville en 2003, suite à une volonté de partager et de perpétuer la tradition orale, dans ses diverses expressions, qui de nos jours disparaît peu à peu. Son site actuel se trouve à Dolisie.

Merveille Atipo

MUSIQUE

Queen Ngossima « Shakira » se lance dans la carrière solo

Originaire de la République du Congo, de son vrai nom Olivia Ngossima, l'artiste musicienne vient de mettre sur le marché, en France, un maxi single et s'engage dans la vie associative pour soutenir les albinos et lutter contre la xénophobie.

D'une taille haute, au physique athlétique et d'un style haut en couleur, Queen Ngossima dit Shakira, danse et chante comme elle respire. En effet, après une forte expérience musicale dans l'orchestre Wenge musica maison mère de Giama Makanda Werasson et dans le groupe Doudou Copa de l'artiste éponyme, la triple artiste (chanteuse, danseuse et compositrice) a décidé de se lancer dans une carrière solo en Europe, où elle est basée depuis bientôt deux ans.

Aujourd'hui, cette artiste qui se fait également appelée Kimanapaka a décidé d'enseigner la vie des gens grâce à sa musique qui ramène un nouveau style de la rumba baptisé « rumba machine », un mélange du chacha avec un peu d'accélération.

Cette jeune bretonne plein d'espoir, aux sonorités latino-africaines, offre avant tout une musique « love ». Le 7 juillet dernier, elle a lancé officiellement son maxi single « Kimia » qui comporte quatre titres, que sont « Je suis dedans » (de l'afrobeat) ; « Kimia » (une variété française) ; « Marasme » et « Ndeko », toutes deux de la rumba. Les deux premières chansons sont déjà disponibles sur toutes les plateformes de téléchargement, en cliquant sur Queen Ngossima Shakira. Outre ce premier opus, elle est présentement au studio d'enregistrement avec le label Wolfgang music records, pour le complément des deux autres titres, à savoir « Marasme » et « Ndeko », dont la sortie est prévue d'ici à la fin de cette année.

« J'avais ralenti ma carrière suite à plusieurs événements qui me sont parvenus, mais j'annonce la sortie imminente de la chanson Marasme



et plus tard Ndeko. Justement pour faire plaisir à mes fans, je vais ajouter un bonus à travers un show de trois à quatre minutes, au cours duquel je vais danser. Parce que mes fans commencent à réclamer. Il y a longtemps qu'ils m'ont vue exhiber les pas de danse comme ils aiment bien me voir danser », a déclaré l'artiste.

Au-delà de la musique, elle prévoit d'autres surprises. Artiste engagée, Queen Ngossima est aussi présidente et

ambassadrice de l'association Cœur ouvert, qui mène un combat noble sur la lutte contre la violence et la xénophobie que subissent les albinos dans le monde. Cette association qui a vu le jour depuis plusieurs mois déjà organisera une soirée de donation en février 2020. Le but étant de soutenir les enfants de la rue, les femmes violées et aussi les gens qui souffrent de cancers. Au cours de cette soirée, Queen Ngossima donnera un concert acoustique.

Bruno Okokana

Bruno Kanza lance « Vitesse appelle danger »

Produit par BKM, le maxi single de deux titres vient en prélude à l'album que le jeune artiste congolais entend mettre en chantier dès que toutes les conditions seront réunies.

« Vitesse appelle danger » est un maxi single de deux chansons à style ndombolo. Il s'agit des titres « Frapp na frapp », un générique, et « Mwana mokonzi », une rumba. Le titre « Vitesse appelle danger », a expliqué l'artiste, a été choisi pour conscientiser la jeune génération qui ne respecte plus les anciens, chacun voulant se faire grand à sa manière. Même les chauffeurs roulent à vive allure et s'exposent ainsi à divers dangers, a-t-il poursuivi, regrettant les conséquences bien après quand il est déjà trop tard. « Je les invite dans tous les domaines à diminuer la vitesse. Tel est le message que j'apporte dans la chanson Frapp na frapp, un générique contenu dans le maxi single Vitesse appelle danger. D'ailleurs l'affiche de l'album est significative. On voit l'artiste avec les mains sur la tête, ce qui signifie le pire », a indiqué Bruno Kanza.

L'artiste a déploré également le fait que les producteurs ne soutiennent pas les jeunes alors que nombreux disposent de talent. Parlant de son cas, il dit avoir beaucoup de chansons en boîte mais qu'il n'arrive pas à mettre en musique parce qu'il lui manque un producteur.

Bruno Kanza a lancé un vibrant appel aux producteurs phonographiques et même scéniques pour soutenir la musique congolaise en général et les jeunes artistes en particulier, parce qu'ils sont la relève de demain.

Notons que le maxi single « Vitesse appelle danger » est accompagné d'un clip vidéo en fabrication. Ce clip concerne le titre « Mwana mokonzi ».

Managé par Girier Mokouabeka, l'artiste musicien Bruno Kanza est à son deuxième produit, après le premier intitulé « Quand j'étais petit », produit en 2015.

B.Ok.

